



Revue de l'actualité

Editorial

LES CAUSES STRUCTURELLES DU CARACTÈRE CONFLICTUEL EN MILIEU RURAL

Tiré du Rapport d'observation de la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala, décembre 2006

Le cas de la plantation *Nueva Linda* peut être considéré comme un exemple d'impunité dans le milieu rural du Guatemala. Le conflit découle de la disparition d'Héctor Reyes en septembre 2003, supposément ordonnée par le propriétaire de la plantation, Carlos Vidal Fernández Alejos. De plus, selon le témoignage de la conjointe, il aurait été exécuté par un membre de sa garde privée, Víctor Jesus Chinchilla Morales. Dans les deux cas, l'objectif des menaces était de dissuader les paysans de continuer à revendiquer leurs droits et la persécution pénale des cas. Ainsi, les intimidations et les attaques, qu'ont reçu et que reçoivent encore les personnes impliquées, proviennent de corps armés, possiblement illégaux, et des gardes du corps privés des propriétaires des plantations.

Depuis le début de son mandat, l'actuel gouvernement de la Grande alliance nationale (GANAN) a été accusé de promouvoir une politique d'expulsion et de criminalisation des conflits agricoles¹. Selon un rapport rédigé par des organisations sociales au Rapporteur spécial des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Philip Alston, 72 expulsions ont été commises depuis 2004, dont 18 violentes². Les expulsions forcées impliquent, en général, une série de violations aux droits humains³. En effet, selon l'Ombudsman des droits de la personne, «dans le cas du Guatemala, il y a une pratique assez enracinée et généralisée dans divers organes de l'État et ses représentants, pour comprendre, de manière erronée, qu'une expulsion doit être exécutée par l'utilisation de la force»⁴.

Dans cette revue

Éditorial :	P. 1
Entrevue : Avec Eswin Ranferi López	P. 5
Chronique d'une accompagnatrice : Nelly Marcoux	P. 6
Nouvelles du sud :	P. 8
Nouvelles du nord	P.10
Ont participé à cette revue :	P. 12

Les conflits sociaux dans le milieu rural guatémaltèque ont une longue histoire. Comme le démontrent les chiffres actuels de la distribution de la terre, de la pauvreté et de la malnutrition chronique⁵, peu d'efforts ont été déployés pour essayer sérieusement d'éradiquer leurs causes structurelles. Les Accords de paix, qui ont mis fin à une guerre interne violente, avaient l'objectif d'enrayer la discrimination et l'inégalité dans la société guatémaltèque ainsi que le modèle excluant la majorité du peuple guatémaltèque. Cependant, selon le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, «... l'application du cadre [des Accords de paix] pour la réalisation de réformes politiques, économiques, sociales et culturelles profondes a été difficile à cause de la résistance qu'ont opposée les secteurs puissants»⁶. Les propriétaires de grandes propriétés terriennes dans toutes les régions du pays, ont été armés pendant les régimes militaires passés, et se trouvent actuellement avec leurs armées privées en marge de la loi, et peuvent, comme le montrent le cas de la propriété *Nueva Linda*, agir dans un cadre d'impunité totale⁸.

Le Guatemala rural est encore caractérisé par une vaste absence de l'état de droit. Comme le montrent les études effectuées par différentes organisations rurales, les droits des travailleurs sont violés quotidiennement par leurs employeurs⁹. Par manque de ressources et en prenant en considération d'autres « obstacles » comme l'utilisation de la langue espagnole, l'accès au système judiciaire par la population rurale est souvent plus difficile. De plus, même si les tribunaux sont en faveur des travailleurs, ce-

la ne garantit pas l'application postérieure du droit. Dans ce contexte, les défenseurs se confrontent en même temps à l'accusé et à l'État. Le cas de la propriété *Nueva Linda* est un exemple clair de comment des attaques sont utilisées pour dissuader les victimes de continuer à chercher l'application de la justice, sans que les autorités n'agissent contre les responsables, même s'ils sont facilement identifiables. Ainsi, les actes d'intimidation et de menaces, dont sont victimes les paysans qui exigent le respect de leurs droits, perpétuent l'impunité.

Le cas de la plantation *Nueva Linda* : une lutte pour la justice et contre l'impunité

1.1. L'accompagnement international

Le 20 janvier 2006, les paysans du Mouvement paysan *Pro-Justicia Nueva Linda* ont voulu discuter avec les membres de la sécurité privée de la plantation après avoir subi des harcèlements constants de leur part. La réaction a été violente, trois personnes ayant été blessées, dont une gravement. La Coordination de l'accompagnement international a commencé à accompagner les membres du Mouvement paysan *Pro-Justicia Nueva Linda*, qui sont restés de façon permanente au bord de la route hors de la propriété *Nueva Linda*, dans la mairie de Champerico, Retalhuleu, depuis ce moment.

Le conflit dans le cas de la propriété *Nueva Linda* a commencé avec la demande judiciaire liée à la disparition de l'administrateur précédent de la plantation, Héctor René Reyes Pérez, en septembre 2003. Depuis ce temps, sa famille, avec l'appui d'autres familles de la région et des membres du Mouvement paysan *Pro-Justicia Nueva Linda*, continue à plaider pour l'éclaircissement de ce crime. Suite à cette demande, ils ont été victimes d'agressions graves contre leur intégrité physique. Dans la plupart des cas, les agressions ont été ouvertement commises par des membres de la sécurité privée de la propriété. Cette situation est caractérisée par une dénégation de la justice dans différents cas légaux particuliers, entre autres, par la tuerie de neuf paysans pendant l'expulsion la plus violente de l'histoire récente du Guatemala et la deuxième expulsion extra officielle par la sécurité privée de la plantation *Nueva Linda*.

Les familles faisant partie du Mouvement paysan *Pro-justicia Nueva Linda* continuent à lutter pour l'accomplissement de la justice et pour freiner l'impunité existante depuis presque deux ans, hors de la plantation, avec l'ab-

sence de conditions de base pour vivre.

1.2. L'histoire du conflit de la propriété *Nueva Linda*

Le début du conflit : le kidnapping de Héctor René Reyes Pérez

Dans la nuit du 5 septembre 2003, Víctor Jesús Chinchilla Morales, membre de la sécurité privée du propriétaire espagnol de la plantation *Nueva Linda*, Carlos Vidal Fernández, s'est présenté au logement de la famille de l'administrateur de la plantation *Nueva Linda*, Hector René Reyes Pérez, située dans le centre de la propriété, pour lui demander de faire une commission par ordre de Carlos Vidal. Selon la famille Reyes, les circonstances dans lesquelles cette sortie s'est produite sont très étranges. Jusqu'à aujourd'hui, Héctor Reyes n'est jamais réapparu. Selon ce qu'a rapporté sa famille, ils avaient été déjà menacés précédemment par le propriétaire de la plantation.

Héctor Reyes a été membre du syndicat Mayas sans terre et a négocié l'achat d'une propriété dans la région. Il avait donc l'intention de se déplacer avec sa famille, en demandant au propriétaire de la plantation *Nueva Linda*, son employeur de l'époque, le paiement de ses prestations de travail qui correspondaient à une période de dix années de travail. Jusqu'à présent, ces prestations ne sont toujours pas payées, ni à lui, ni à sa famille. Ces derniers continuent à se battre devant les tribunaux pour l'accomplissement de ce droit de travail, comme l'établit le Code du travail guatémaltèque.

À partir du 5 septembre 2003, la famille de Héctor Reyes a été victime d'intimidations et de menaces constantes de la part des propriétaires de la plantation et de sa garde privée. C'est pourquoi sa conjointe, Floridalma Toledo de Reyes¹⁰, a demandé l'appui aux membres du syndicat. Le 13 octobre 2003, des centaines de membres de Mayas sans terre, les familles de 22 communautés de la région, ont décidé de prendre la plantation avec l'intention de soutenir la famille Reyes et d'exiger la réapparition de Héctor Reyes.

Éviction et massacre du 31 août 2004

A la différence de la majorité des cas d'occupation de terres et de postérieures évictions forcées, l'objectif des paysans dans la prise de possession de la plantation Nue-

va Linda n'est pas une demande de terre ou une résolution de conflit de travail, mais bien une demande claire de justice pour la disparition de Héctor Reyes. Sans avoir tenté de résoudre cette demande – qui aurait dû prendre la forme d'une enquête exhaustive du ministère public – la réponse de l'État a été l'éviction des occupants par une imposante quantité d'éléments des forces de l'État, en présence du gouverneur de Retalhuleu, le directeur de la Police nationale civile et les forces de sécurité privées du propriétaire de la plantation. Le bilan tragique de cette éviction – qui fut une des plus violentes des derniers temps au Guatemala – a été de 12 morts, dont neuf paysans et trois policiers et plus de 40 personnes blessées. De plus, les modestes habitations des paysans ont été détruites de même que leur récoltes et leurs maigres possessions personnelles. Les quelques 30 paysans qui ont été détenus lors de l'éviction ont été remis en liberté au cours des jours suivants. Des mandats d'arrêt ont été émis contre 19 paysans, dont quelques-uns sont encore en vigueur. L'équipement photographique et vidéo de plusieurs journalistes a été détruit par des agents de police.

Des rapports élaborés par l'Ombudsman des droits de la personne du Guatemala (PDH) et la Commission des droits de la personne du Congrès de la République du Guatemala concluent que la violence qui s'est produite pendant l'expulsion le 31 août 2004 aurait pu être évitée. L'Ombudsman des droits de la personne est arrivé à la conclusion suivante : « *Lors de l'expulsion du 31 août, les droits à la vie, à la sécurité, à l'intégrité et à la dignité des personnes ont été violés, de plus, il y a eu : des entrées par effraction sans ordre de juge compétent dans des logements privés voisins de la propriété, des exécutions extrajudiciaires, des mauvais traitements au moment de la capture, des traitements cruels, inhumains et dégradants des personnes, des détention illégale de mineurs, et des menaces de mort contre des communicateurs sociaux, habitants et personnel de l'Institution du l'Ombudsman.* »

11 La Commission des droits de la personne du Congrès de la République avance que le gouverneur départemental, lors jour de l'expulsion, « *a démontré sa sympathie envers les propriétaires* ». 12

Après le massacre, une Commission a été créée, intégrée entre autres par Mgr Álvaro Ramazzini, des députés du Congrès, des institutions gouvernementales, des représentants des organisations paysannes. Cette commission n'a pas obtenu non plus d'avancées significatives pour trouver une solution au conflit. Après deux années, les recherches

effectuées par les autorités correspondantes n'ont pas réussi à révéler la vérité au sujet de ces événements. La seule réponse gouvernementale a été le paiement de vingt mille quetzals aux familles affectées.

Les cas légaux et l'action du Ministère public

La famille de Héctor Reyes avec l'appui du Mouvement *Pro-Justicia Nueva Linda* et l'organisation CODECA porte quatre cas devant le Ministère public :

- le cas en rapport avec le kidnapping d'Héctor Reyes et diverses tentatives de kidnappings
- les cas en rapport avec l'expulsion du 31 août 2004
- les cas en rapport avec la deuxième expulsion du 21 novembre 2004
- le cas de conflit de travail contre le propriétaire de la propriété *Nueva Linda*

Cependant, jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune avancées significatives dans aucun de ces quatre cas.

1.3. La situation de la famille de Héctor Reyes et du Mouvement *Pro-justicia Nueva Linda*

Depuis novembre 2004, la famille Reyes reste au bord de la route face à l'entrée de la propriété *Nueva Linda*. Ils ont l'appui d'une cinquantaine de familles paysannes de différentes communautés¹³. Ils ont formé le Mouvement paysan *Pro-justicia Nueva Linda*, affilié au Comité de développement paysan (CODECA). Ils continuent de demander la justice et l'éclaircissement des événements du 5 septembre 2003, du massacre orchestré pendant l'expulsion de la propriété *Nueva Linda* le 31 août 2004, de l'assassinat d'Eufemia Pérez, des intimidations et des menaces à l'égard de leurs collègues et membres du Mouvement ainsi que des organisations qui supportent leur lutte. Depuis ce temps, ils ont été victimes d'une série de menaces et d'intimidations par la sécurité privée du propriétaire de la plantation *Nueva Linda*.¹⁴ Souvent, celui-ci et sa sécurité privée passent avec leurs voitures, montrent leurs armes et surveillent les gens sur le bord de la route d'une manière que ces derniers qualifient de menaçante. En même temps, les familles ont entrepris différentes actions pour promouvoir leurs demandes et améliorer leur sécurité. L'une d'elles est l'accompagnement international. Comme on peut le remarquer, dans ce cas, l'accompagnement international n'a pas réussi à arrêter les intimidations envers les paysans. Cependant, les membres du Mouvement considèrent qu'il leur offre une certaine sécurité. De plus, on a constaté plusieurs fois l'attention que portent les

membres de la sécurité privée aux observateurs internationaux de la CAIG pendant leurs visites à la communauté sur le bord de la route.

Le chemin difficile de la recherche de justice...

« *S'il vous plaît, quittez le parc central, vous donnez une mauvaise image du pays aux touristes et organismes internationaux (...). Dites-leur d'aller travailler dans les plantations, au Guatemala, il y a du travail pour ceux qui veulent (...)* » 15.

Après deux expulsions, et plus d'un an et demi sur le bord de la route en protestant pacifiquement et en combattant pour la justice et contre l'impunité, sans que soient notés quelques avancements, ainsi que plusieurs réunions avec le corps diplomatique, organismes internationaux et l'Ombudsman des droits de la personne, et plusieurs tentatives de dialogue avec des représentants du gouvernement, le 29 mai 2006, la famille de Héctor Reyes, le Mouvement *Pro-Justicia Nueva Linda* et l'organisation CODECA ont décidé d'entamer un campement dans le parc central de la capitale du Guatemala pour presser le gouvernement de voir à leurs demandes. La fille de Héctor Reyes (enceinte de huit mois) se trouvait parmi les manifestants.

Pendant le campement dans le parc central de la capitale, la famille et d'autres représentants du Mouvement ont eu deux réunions avec des autorités du gouvernement, entre autres, le président de la République du Guatemala, Oscar Berger, et le Procureur général du ministère public, Juan Luis Florido, sans en arriver à un dialogue assez long ou à des réponses concrètes. Ils sont partis le 14 juin, après 17 jours, et retournés au bord de la route, après avoir enduré plusieurs jours et nuits de froid et de pluie.

Le 5 septembre 2006, on a commémoré le troisième anniversaire de la disparition de Héctor René Reyes Pérez, sans qu'il n'y ait eu d'enquête, ni de mandat d'arrêt contre les auteurs matériels et intellectuels de ce crime. Le 31 août, on a commémoré le second anniversaire du massacre à la plantation *Nueva Linda*, sans qu'il n'y ait aucun avancement dans l'enquête sur les violations des droits humains des paysans victimes de cet acte de violence. Le Mouvement *Pro-Justicia Nueva Linda* demeure sur le bord de la route, poursuivant leur demande de justice et contre l'impunité au Guatemala. Ils disposent de la solidarité et de l'appui de différentes organisations nationales et

internationales.

- 1 Ziegler, Jean, *Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Mission au Guatemala (résumé). Nations unies : Conseil économique et social, Commission des droits de la personne, document E/CN.4/2006/44/add.1* du 18 janvier 2006, p.20.
- 2 40 en 2004, 22 en 2005 et 10 en 2006 (jusqu'à août). Casa Alianza, CALDH, CIIDH, CNOC, GAM, ICCPG, MNDH, ODHAG, OASIS, *Plataforma Agraria : Rapport à M. Philip Alston, Rapporteur sur les exécutions extrajudiciaires de l'ONU. Guatemala, août 2006.*
- 3 *Différents organismes internationaux recommandent au gouvernement du Guatemala de mettre des efforts dans la recherche d'alternatives non-violentes à travers le processus de négociation avec les occupants de la terre. Le Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, mentionne dans son rapport sur le Guatemala les expulsions forcées, spécialement le cas de la plantation Nueva Linda, comme un exemple des multiples violations au droit à l'alimentation de la population guatémaltèque. Ziegler, Jean, Le droit à l'alimentation. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Mission au Guatemala (résumé). Nations unies : Conseil économique et social, Commission des droits de la personne, document E/CN.4/2006/44/add.1* du 18 janvier 2006., p. 22.
- 4 Ombudsman des droits de la personne, *Rapport préliminaire : éviction de la plantation Nueva Linda. Guatemala, 2 septembre 2004, p.2.*
- 5 Voir *Programme des Nations unies pour le développement, Guatemala: Diversité Étnico-Culturelle: La Citoyenneté dans un État pluriel. Rapport national de développement humain 2005.*
- 6 Ziegler: *ibid*, p.2.
- 7 Voir *Bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala, Guatemala – Nunca más. Rapport du Projet interdiocésain de récupération de la mémoire historique. Guatemala: 1998. Tome III, p. 51.*
- 8 *Les négociations sur l'installation d'une Commission d'enquête sur les corps illégaux et les appareils clandestins de sécurité (CICIACS), ayant comme mandat d'enquêter sur, entre autres, ces armées privées, dans plusieurs cas fortement armées, sur les grandes propriétés privées à travers le pays, n'ont pas connus d'avancées significatives depuis 2004.*
- 9 Voir: *Comité de développement paysan (CODECA) : Conditions de travail dans les plantations de la côte Sud du Guatemala, Guatemala 2005; Coordination des organisations paysannes (CNOC) : Situation des travailleurs ruraux en lien avec les contrats, salaires, conditions de santé et sécurité au travail et formes d'or-*

- ganisation, Guatemala 2005; Jean Ziegler 2005: *ibid.*, p. 23.
- 10 *Floridalma Toledo se trouve actuellement aux États-Unis.*
- 11 *Ombudsman des droits de la personne, Rapport préliminaire : éviction de la plantation Nueva Linda. Guatemala, 2 septembre 2004, p.7.*
- 12 *Commission des droits de la personne du Congrès de la république, Rapport final sur les événements du 31 août 2004 de la plantation Nueva Linda, Champerico, Retalhuleu. Guatemala, 28 octobre 2004, p. 25.*
- 13 *Après la première expulsion, les communautés se sont divisées. Depuis, il reste un groupe de paysans unis par l'Association Maya y Campesinas Jun Q'anil, affiliée à la Coordination nationale autochtone et paysanne (CONIC). Ce groupe continue de lutter contre l'impunité dont bénéficient les responsables du massacre survenu durant l'expulsion et maintien sa revendication de terre.*
- 14 *Selon le « Rapport final sur les événements du 31 août 2004 à la plantation Nueva Linda, Champerico, Retalhuleu » de la Commission des droits de la personne du Congrès de la république, p. 2, Carlos Vidal est propriétaire des plantations Nueva Linda, La Cuchilla, Buenos Aires, San Patri cio Acapolón, Monte Ramos et Mapán, situées dans les districts municipaux de Champerico, Retalhuleu et Santa Lucia Cot zumalguapa, Escuintla.*
- 15 *Réaction d'Oscar Berger, président de la république du Guatemala, au campement du Mouvement Pro-Justicia Nueva Linda dans le parc central de la ville de Guatemala. Source : Communiqué de CODECA, mai 2006.*

Entrevue

Avec Eswin Ranferi López, Membre du syndicat des travailleurs de la ferme Nueva Florencia



La Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG) dont fait partie le PAQG, offre un accompagnement physique et un appui moral aux membres du syndicat des travailleurs de la ferme Nueva Florencia, dans la municipalité de Columba, Quetzaltenango. Après s'être faits renvoyer il y a près de 10 ans par l'administration de la ferme OTTMAR, SA (propriété de proches parents de l'actuel président Berger), les travailleurs ont entamé une poursuite judiciaire, réclamant des salaires non versés et exigeant leur réintégration. Ce qui a eu pour effet d'entraîner un long conflit légal et social

entre les deux parties. En mai 2006, une énième décision de la cour favorable aux travailleurs obligeait OTTMAR à leur octroyer 2 terrains à l'intérieur de la propriété terrienne, exposant davantage les membres du syndicat aux menaces et intimidations déjà constantes des gardiens de sécurité privée de la ferme, en plus d'être réduits à des conditions de vie précaires, notamment pour les 4 familles demeurant toujours sur la ferme. À ce sujet, nous avons rencontré Eswin Ranferi López, membre du syndicat, question d'en savoir un peu plus sur l'état du processus légal et sur la sécurité des extravailleurs de Nueva Florencia.

PAQG : Depuis le début 2007, y a-t-il eu des avancées ou des changements concernant la remise des terrains qui vous sont dus selon les jugements de la cour?

ERL : En ce qui concerne la propriété des deux terrains, le processus avance. Ce qui nous préoccupe beaucoup maintenant c'est de trouver les 98 000 quetzales (NDLR : un peu plus de 16 300\$) nécessaire pour payer les impôts correspondants à 12% de la valeur de la terre. Nous devons réunir cette somme avant de pouvoir poursuivre les démarches légales. Ce qui ne sera pas une tâche facile puisque nous n'avons pas de travail. Mais nous croyons que ce n'est pas impossible.

PAQG : Souffrez-vous encore d'actes d'intimidations de la part des dix gardes armés de la ferme?

ERL : Le 24 décembre 2006, à 9 heures du matin, les gardiens sont venus tirer des coups de feu à environ 300 mètres de ma maison. Tout comme ils avaient souvent l'habitude de faire au cours des dernières années. Depuis le début de cette année, il n'y a pas eu de problème majeur. Maintenant, ils essaient davantage de nous nuire de toutes les façons possibles. Par exemple, ayant trouvé un peu de bois, j'ai voulu le transporter en camion, mais les gardiens ne m'ont pas laissés entrer. Avec la nourriture c'est la même chose. Pour transporter du maïs ou n'importe quoi d'autre, nous devons le faire à dos d'hommes puisqu'ils nous empêchent d'entrer sur le terrain avec un véhicule.

PAQG : Dans ce contexte, que signifie l'accompagnement international pour les membres du syndicat?

ERL : Nous sommes très heureux de recevoir la visite des accompagnateurs près de la ferme où nous vivons. Quand

ils sont là, les gardiens s'approchent de la frontière et s'aperçoivent que nous, les travailleurs de Nueva Florencia, nous ne sommes pas seuls. Les gens du voisinage savent aussi que nous recevons de l'accompagnement international et cela nous procure encore plus de force pour continuer notre lutte. Avant la venue des accompagnateurs, nous étions très intimidés par les coups de feu et les gardiens qui nous dérangent à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Ils pouvaient tirer jusqu'à 30 coups de feu tout près de nos maisons. La forte intimidation que l'on subissait a diminué depuis l'arrivée des accompagnateurs. Les gardiens tirent encore, mais de beaucoup plus loin, et seulement deux ou trois coups...

De plus, nous avons constaté, en visitant le juge assigné aux conflits de travail, une plus grande accessibilité et que notre cause est davantage prise au sérieux avec la présence des accompagnateurs s'identifiant comme tels. Les accompagnateurs étaient aussi présents quand je suis allé au ministère public pour dénoncer des intimidations et ils nous ont bien reçus. Alors, je suis très reconnaissant envers l'accompagnement international.

PAQG : Craignez-vous pour votre sécurité lorsque vous prendrez possession de vos terres?

ERL : Nous avons déjà effectué des démarches auprès de CODECA (Comité de développement de Columba). Ils nous ont assuré la présence d'au moins 500 personnes lorsque nous irons nous installer sur les terres. Question d'être imposants face aux gardiens armés. Ce sera sans doute difficile. Nous serons en plein territoire de l'ennemi. Ces terres se situent directement au centre de Nueva Florencia. Ce sera le début d'une lutte différente. On s'attend à avoir des problèmes de sécurité, puisque l'entreprise nous a toujours démontré son arrogance et a toujours cherché à nous nuire. Mais après 10 ans de lutte acharnée, nous ne pouvons rebrousser chemin. Nous devons occuper ces terres!

Chroniques d'une accompagnatrice

LA MORT SOUDAINE

Nelly Marcoux

10 janvier. Longue, longue journée qui se termine dans une petite maison de *caña* pleine à craquer, tout le village doit être là. Je suis assise au fond de la pièce, dans une ambiance mêlant conversations à voix basse, babillages de bébés, rires étouffés, larmes discrètes, prières muettes. Parfois le silence. Parfois les sanglots d'un vieux monsieur, *ay Dios!*

Par terre, des dizaines de chandelles blanches, certaines presque entièrement consumées, des mèches noires au milieu de leur flaque de cire. L'encens crépite doucement. Au fond de la pièce, un autel a été érigé, couvert de fleurs, de photos et d'images religieuses; et devant, le corps de celui qui, ce matin encore, était Don C. recouvert d'un drap blanc.

Je n'aurai connu Don C... que l'espace d'une courte demi-heure partagée sur le perron de sa maison, deux jours plus tôt. À notre arrivée à la maison, mon collègue et moi avons été accueillis par sa femme qui nous a expliqué que Don C., un témoin que nous accompagnons, est confiné au lit et qu'il est bien malade. Un genre d' "attaque des nerfs" selon elle, qui l'a terrassé durant les Fêtes après une semaine de beuverie. De bien durs moments pour la pauvre dame. La situation économique de la famille, déjà précaire, ne s'en trouve que plus aiguë, son mari étant dans l'impossibilité de travailler.

Quelques minutes plus tard, Don C. passe la porte et nous salue d'un air amoiché. Nous le saluons, je me présente. Immédiatement il nous demande les dernières nouvelles nationales. Il nous écoute attentivement : un air pensif, des yeux intelligents, des questions avisées, presque exigeantes, des commentaires brefs, mais incisifs. Je ne peux m'empêcher de penser, *lui, ivrogne?*

Ce matin, nous apprenons d'un voisin que Don C. est in-

conscient depuis la veille. Surpris et inquiets, nous décidons d'aller voir... nous trouvons sa femme, sa belle-fille et quelques voisins assis près du lit où repose le malade qui respire difficilement. On nous raconte que la veille, Don C. est allé se coucher vers dix heures du matin et qu'il n'a pas fait un mouvement depuis; tout le monde craint le pire. Sa langue lui bloque partiellement les voies respiratoires; l'air passe, mais difficilement. Ses membres sont glacés, son corps est dur comme une pierre. Diagnostics et hypothèses fusent dans la salle. Pas d'espoir, disent les personnes présentes... *no hay consuelo*... Il va mourir. Il meurt. Pas de médecin dans les environs. Sans trop savoir comment, deux accompagnateurs sont débarqués sur une scène d'agonie.

Mon collègue fait remarquer qu'il serait peut-être bon de dégager ses voies respiratoires et de le tourner sur le côté pour qu'il respire mieux. La famille nous regarde, l'air vaguement intéressé par la proposition, mais personne ne bouge. Nous réitérons. Toujours rien. Incertains de nous-mêmes, nous restons également immobiles.

Nous décidons d'appeler un médecin pour avoir des conseils. Sa réponse est sans équivoque: l'homme doit se rendre d'urgence à l'hôpital. En l'occurrence, pas d'autres alternatives.

Nous communiquons l'information à la famille, qui refuse cette option. Et nous explique pourquoi:

- Il ne se rendra pas, c'est fini.
- Il risque de mourir en chemin.
- Il risque de mourir à l'hôpital, ce qui engendrerait des coûts exorbitants que la famille ne peut assumer.

Chaîne de téléphone entre notre coordonnatrice à la capitale et nous : emmenez-le à l'hôpital, on s'arrangera pour trouver des fonds. On entre de nouveau; une guenille blanche recouvre maintenant la bouche de Don C., tachée d'un liquide verdâtre. On explique la nouvelle proposition: pas de frais pour la famille, l'organisation s'en charge.

- Mais je ne veux pas qu'il aille à l'hôpital, dit sa femme.

- Non, on ne veut pas, dit sa belle-fille.

On explique à nouveau, en insistant sur l'urgence de la situation, et sur le fait que ça représente sûrement l'unique chance du malade de s'en sortir.

On nous répond qu'on doit d'abord en discuter avec le reste de la famille, on nous donnera une réponse après. Tout ça dit d'un ton tellement gentil, tellement courtois, mais tellement ferme. Les membres de la famille n'arriveront pas avant l'après-midi.

- Il sera peut-être – probablement - trop tard...

- Nous allons en discuter avec le reste de la famille.

Nous laissons nos numéros de cellulaires sur une page perdue au beau milieu d'un cahier d'écolier, que nous laissons ouvert sur la table de la cuisine. Nous demandons de bien y penser, mais de ne pas prendre trop de temps ! Nous allons revenir. Nous allons dîner dans une autre famille. Nous guettons nos téléphones.

Quand nous revenons après avoir mangé, il n'y a pas cinq minutes que Don C. est mort.

Chimaltenango, à cause de sa situation géographique - c'est-à-dire, voisine de la capitale - a été le premier endroit où l'armée a débarqué au début de sa campagne de *tierra arrasada* (terre brûlée) au début des années 80, des massacres à grande échelle visant à exterminer la subversion dans la région. L'objectif: "enlever l'eau au poisson" pour s'assurer de bien le tuer. L' "eau" étant les communautés mayas, accusées de soutenir la guérilla et donc d'être ennemies de l'État, ennemi à éradiquer.

À cette époque, Don C. a été fait prisonnier au campement militaire construit dans l'*aldea*. Il a été attaché pendant trois jours, puis enfermé dans une cellule minuscule et torturé pendant quatre jours, avant d'être relâché. Comme tous les autres, il a perdu des membres de sa famille, sa maison, ses champs, ses animaux et tant d'autres choses, tangibles ou non. Comme les autres, il a dû repartir à zéro, une vie de lutte constante. Et la peur... la peur.

En pensant à sa mort, je ne peux m'empêcher de penser aux raisons qui l'ont poussé à boire autant durant sa vie, qui l'ont poussé vers une telle fin. Et je me dis que ce conflit n'en finit tout simplement plus de laisser des cadavres.

On a fait des téléphones, offert des condoléances et des sourires navrés. On est allés à la veillée mortuaire, on s'est mis à genoux avec tout le monde durant le rosaire. Le len-

demain, on a marché derrière le cercueil avec les gens du village, jusqu'au cimetière en haut de la montagne.

On s'est demandé pourquoi. L'alcool ? Un accident biologique ? Le manque de médecins dans la région ? La pauvreté ? L'isolement de la communauté ? Le coût des services de santé ? Les croyances, les superstitions, les traditions ? Cette foutue résignation à laquelle on s'était buté ?

On s'est demandé ce qu'on aurait dû faire de différent: on aurait dû le virer de bord nous-mêmes...

...insister plus...

...appeler les ambulanciers peu importe l'avis de la famille...

...appeler quelqu'un d'influent dans la communauté, pour qu'il essaie de les convaincre...

Avait-on fait l'impossible pour le sauver? Devait-on, dans les circonstances, faire l'impossible ? Autant de questions qui restent sans réponse encore aujourd'hui.

Dans la fermeté avec laquelle la femme et la belle-fille de Don C. ont refusé notre aide, j'ai entrevu que ces gens avaient des raisons qui leur sont propres, une analyse de la situation complètement différente de la nôtre. Une compréhension des choses de la vie, de la maladie et de la mort également à l'opposé de nos conceptions. J'essayais, à travers mon bouleversement, de discerner: résignation, passivité, manque d'initiative, ou réalisme (en effet, se serait-il rendu à l'hôpital ? rendu à ce point, est-ce que quelque chose aurait réellement pu être fait ?), pragmatisme (passer les dernières heures dans le calme et le recueillement, au lieu de se ruer à la ville pour une issue incertaine) et sagesse, sérénité devant la mort?

Aurait-on pu le sauver ? Honnêtement, je n'en sais rien. Je suis une accompagnatrice, une étrangère arrivée à brûle-pourpoint dans un moment de transition. A-t-on le droit/le devoir d'imposer notre propre version de l'événement qu'est la mort d'un mari, d'un père, d'un voisin, d'un frère et d'un ami sur la volonté de ses proches, au nom de sa survie ?

Que sais-je...

Pendant la veillée mortuaire et le lendemain sur le haut de la montagne, j'ai senti, veut, veut pas, un certain ordre des choses.



Nouvelles du sud

*Centro de Estudios de Guatemala
Nouvelles du 3 au 21 janvier 2007*

Les habitants d'Izabal repoussent une tentative d'expulsion

Un commando des forces spéciales de la Police nationale civile (PNC), arrivé à El Estor afin d'effectuer une expulsion de terres occupées, s'est trouvé contraint à rebrousser chemin face au refus des habitants de coopérer. Waldemar Barrera, auxiliaire du Bureau de l'ombudsman des droits de la personne à Izabal, a dénoncé l'utilisation de bombes à gaz lacrymogène par un commando policier dont l'intention était d'expulser le groupe de 123 individus, dont des enfants, qui occupaient pour la troisième fois la colonie La Unión, située sur des terres que revendique la Compagnie guatémaltèque du nickel (CGN).

Barrera a souligné le fait que la police s'est présentée sans ordre judiciaire et sans la présence du personnel du ministère public, tel que le prescrit la loi.

Expulsion de familles par la PNC à Escuintla

Mardi le 16 janvier, douze familles ayant été escroquées en achetant des terres ont été chassées par des agents de la Police nationale civile. Elles occupaient les terres des *fin-cas* Corral Falso et La Poderosa, dont l'entrée est située au kilomètre 77 de l'autoroute vers Puerto Quetzal.

Jorge Aparicio Almengor Velásquez, juge de la Première instance pénale d'Escuintla, a ordonné l'expulsion après avoir confirmé que Nery Geovanny Cachupe avait utilisé

de faux documents pour s'accréditer la propriété des terres et les vendre par la suite à des familles de condition modeste.

Le ministère de l'Intérieur déclare avoir l'intention de procéder à la surveillance des communications téléphoniques et électroniques

Le gouvernement, par le biais de son ministère de l'Intérieur, a émis un communiqué vendredi le 19 janvier indiquant qu'il avait identifié certains groupes prétendant réaliser des actions déstabilisatrices à l'endroit d'institutions privées et publiques, semblables aux actions perpétrées au cours d'une campagne précédente contre la Banque G & T Continental, qualifiée de banque « solide et stable ». Selon le document, le gouvernement anticipe que d'autres actions contre diverses institutions financières « solides » se produisent.

En conséquence, le service a constitué un groupe d'intervention dont les tâches seront l'enquête, le suivi et la mise sur pied de lignes d'action et de plans de contingence. Les directives en découlant devront permettre, dans le cadre de ce que la loi autorisera, de surveiller les communications téléphoniques et de courriers électroniques, ceci dans le but d'identifier les responsables des actes illicites annoncés.

Le communiqué se termine par un avertissement selon lequel il ne sera pas toléré que des individus, des groupes ou des membres du crime organisé portent atteinte à la sécurité interne de la nation.

L'association Sécurité en démocratie (SEDEM) a manifesté son inquiétude par rapport à cette annonce, notamment en lien avec le fait que déjà à deux occasions en moins d'une même semaine, le gouvernement central a invoqué de présumées menaces à la sécurité nationale pour limiter ou violer les libertés citoyennes.

Efraín Ríos Montt présentera à nouveau sa candidature comme député

Le mercredi 17 janvier, Efraín Ríos Montt, le plus haut leader du Front républicain guatémaltèque (FRG) a confirmé qu'il postulerait comme député aux élections de septembre. Cette déclaration a eu pour effet de dissiper les rumeurs quant à sa possible candidature à la présidence.

Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix en 1992, a appelé la population à se prononcer contre l'intention de Ríos Montt de se présenter candidat au poste de député.

En gagnant un siège au Congrès, l'ex-militaire obtiendrait l'immunité accordée aux législateurs, ce qui le protégerait du processus judiciaire entamé contre lui par Rigoberta Menchú devant l'Audience nationale d'Espagne.

La CEG demande au Congrès de décréter un moratoire dans l'industrie minière

Le vendredi 5 mars, la Conférence épiscopale du Guatemala (CEG) a exprimé son inquiétude face à la poursuite des travaux d'extraction minière dans le pays. Álvaro Ramazzini, président de la CEG, a insisté lors d'une conférence de presse pour que le Congrès décrète un moratoire d'un an, période au cours de laquelle aucune nouvelle licence d'exploration ou d'exploitation de métaux ne serait octroyée.

La validation des consultations populaires entreprises dans plusieurs districts municipaux se trouve présentement suspendue. Lors d'une de ces consultations dans le district municipal de Sipacapa, à San Marcos, la population s'est prononcée contre l'exploitation minière. Face aux conflits éventuels que pourrait engendrer ce thème, les évêques ont insisté pour que la Cour constitutionnelle résolve la question de la légalité des consultations. « Sans un authentique développement humain et un respect pour la nature et l'écologie, il n'y aura pas de paix dans le pays » a affirmé un communiqué de la CEG.

Selon une étude technique élaborée par Flaviano Bianchini, le drainage acide est un phénomène irréversible qui perdure durant plusieurs années. Il constitue le plus grave impact pouvant être causé par l'extraction minière.

Demande d'arrestation de militaires et de civils envoyée au tribunal

Depuis le 4 janvier dernier, les mandats d'arrêts émis par l'Audience nationale espagnole contre cinq militaires guatémaltèques de haut rang et de deux civils accusés de génocide se trouvent entre les mains du Tribunal de cinquième instance.

Pour la troisième fois, l'Audience a envoyé une requête

au Guatemala afin que soient extradés les généraux José Efraín Ríos Montt, Óscar Humberto Mejía Vítores, Ángel Aníbal Guevara Rodríguez, Benedicto Lucas García, Germán Chupina Barahona et des civils Pedro García Arredondo et Donaldo Álvarez Ruiz. Ces personnes sont associées, entre autres, aux délits de génocide, torture et terrorisme.

Rigoberta Menchú accepte la candidature à la présidence pour l'EG

Le mercredi 21 février, Rigoberta Menchú et le parti en formation *Encuentro por Guatemala* (Rencontre pour le Guatemala - EG) ont rendu public la décision de la Prix Nobel de la paix d'accepter la proposition de cette organisation de se présenter comme candidate présidentielle aux élections de cette année. Cette décision a été prise après deux semaines de consultations avec les bases de l'EG et du Mouvement politique Winaq, duquel Menchú est membre.

Mme Menchú et la députée Nineth Montenegro, secrétaire générale de l'EG ont affirmé avoir formé une alliance entre dames, ce qui garanti une union éthique et respectable. « Il y a déjà eu plusieurs pactes entre hommes qui n'ont rien donnés pour le pays » a déclaré Mme Montenegro.

La veille, Winaq, a annulé une réunion prévue avec l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), membre du Mouvement étendu de gauches (Movimiento Amplio de Izquierdas - MAIZ), au cours de laquelle la possibilité d'une alliance électorale devait être discutée. Ricardo Cajas, porte-parole de Winaq, a déclaré que la décision relève d'un manque de consensus au sein de l'organisation en lien avec le travail conjoint avec l'URNG-MAIZ.

Le secrétaire générale de l'URNG, Héctor Nuila, a indiqué que son parti continuera les rapprochements avec d'autres secteurs.

Nouvelles du nord **¿QUE PASA EN EL PA?**

Projection du documentaire **« En toute solidarité »**

La première du film-documentaire de Nicolas Bergeron sur l'accompagnement international le 1^{er} février au cinéma Beaubien a été un succès retentissant. Les 219 places disponibles ont toutes été occupées et nous avons même dû refuser l'entrée à une vingtaine de personnes! Étant donné le succès et la grande demande pour voir ce magnifique documentaire, nous l'avons présenté à nouveau dans le cadre d'une soirée d'information sur l'accompagnement international à l'UQAM, le lundi 5 mars à 19h30. Il sera à nouveau présenter dans le cadre d'une soirée d'information à l'Université de Montréal le mercredi 21 mars à 16h (Pavillon Jean-Brillant, 3200 rue Jean-Brillant, salle B-4205, 4^e étage). De plus, ce documentaire a été sélectionné au Festival de films sur les droits de la personne de Montréal qui aura lieu du 23 au 29 mars au cinéma du Parc. Il sera présenté le mercredi 28 mars à 15h au Cinéma du Parc (3575 Av. du Parc) à Montréal. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site web : <http://www.ffdp.com>. Des copies DVD du film sont aussi disponibles au bureau du PAQG. Contactez-nous si vous êtes intéressés à présenter le documentaire dans votre région.

Projet théâtre « Un hiver rouge au Guatemala »

La pièce de théâtre prend forme rapidement et nous avons très hâte de la présenter au grand public. Ce théâtre de marionnettes s'adressant à un public adulte vous présentera l'histoire du conflit armé au Guatemala en utilisant le côté contrastant et éclatant du théâtre noir, l'aspect poétique du théâtre d'ombre et la simplicité du théâtre d'objet. Un dictateur délirant vous livrera sa version du conflit pendant qu'une colombe de la paix astucieuse, accompagnée d'autochtones mayas, essayeront de ramener la vérité au grand jour. Des témoignages vous seront murmurés à l'oreille pour qu'ils ne sombrent pas dans l'oubli. Au rendez-vous, des tableaux touchants, un discours imprégné de folie et un univers grotesque faisant ressortir l'absurdité du pouvoir. La présentation sera suivie d'une discussion sur l'actualité et sur la situation des droits de la personne au Guatemala en lien avec les grandes problé-

matiques de l'heure.

Un hiver rouge au Guatemala sera présenté à Montréal du 19 au 23 avril, à 19h30, au **Studio-théâtre de L'Illusion situé**, situé au 783 rue de Bienville (coin St-Hubert), métro Mont-Royal. Les billets sont en vente à la modique somme de 5\$ (contribution volontaire suggérée) au bureau du Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Faites-vite, les places sont limitées !!! Pour plus d'informations veuillez nous contacter au (514) 495-3131 ou via Internet au paqg@paqg.org.

La pièce sera aussi en tournée dans le Québec :

Joliette – Présenté au cégep de Joliette, jeudi 12 avril à 19h30, 20 rue St-Charles de Borromée, salle RA-135. Information : Michel Robert (450) 756-0011 poste 227, stagiaireoci@credil.qc.ca

Sherbrooke – Présenté au Tremplin 16-30, jeudi 26 avril à 19h30, 97 Wellington sud.

Information : CSI (819) 566-8595, info@csisher.com

Victoriaville – Présenté au Cégep de Victoriaville, lundi 30 avril à 19h30, 475 rue Notre-Dame est, au petit auditorium. Information : Claudine Desjardins (819) 758-9928, snsbf@cdbcq.ca Billets en vente au café étudiant du cégep de Victoriaville : 819-758-6401 poste 2497

St-Jérôme – Présenté au Cégep de St-Jérôme, jeudi 3 mai à 19h30, 455 rue Fournier, entrée stationnement principal, café étudiant. Information : Corinne Guimont, (450)-569-6470, slamlaurentides@yahoo.ca

Accompagnement, stages internationaux et coordination au Guatemala

Au cours des derniers mois, six personnes du Québec sont revenues de leur accompagnement du Guatemala. Il nous reste actuellement une accompagnatrice et deux stagiaires. Nous prévoyons réaliser une nouvelle formation prochainement (au printemps) pour les intéressés à l'accompagnement international. La prochaine soirée d'information aura lieu mercredi le 21 mars à 16h00 à l'Université de Montréal (Pavillon Jean-Brillant, 3200 rue Jean-Brillant, salle B-4205, 4e étage).

La transition au niveau de la coordination du PAQG au Guatemala se déroule très bien et Annie assumera prochainement toutes les responsabilités liées au poste de coordonnatrice du PAQG. Un gros merci à Karen et Étienne pour leur engagement au cours des quatre dernière

années

Soirée-bénéfice

La soirée-bénéfice annuelle du PAQG aura lieu le mercredi 2 mai au Petit Campus. Nous travaillons actuellement à sa réalisation. Si vous connaissez des groupes de musique intéressés ou si vous désirez nous aider à faire la publicité, la pré-vente ou la recherche de commandites, faites-le nous savoir.

Rencontre au Centre Africa

Le Groupe échange jeunesse du Centre Africa et le Centre de ressources sur la non-violence (CRNV) ont organisé une rencontre le samedi 10 mars à 17h30 au Centre Africa (1644 St-Hubert). La rencontre proposait le partage de l'expérience de trois personnes ayant vécu des actions non-violentes. Mélissa, une ancienne accompagnatrice du PAQG, a parlé de son expérience d'accompagnement à Ixtahuacan Chiquito au Guatemala.

Exposition de photos « Lutte contre l'impunité et accompagnement international »

Une partie de l'exposition *Lutte contre l'impunité et accompagnement international* est présentement exposée à l'UQAM, au café AQUIN, local A-2445, 2e étage du pavillon Hubert-Aquin, 400 rue Ste-Catherine Est, jusqu'au 16 mars. Nous vous suggérons d'aller tranquillement boire un café tout en regardant des photos diverses représentant le Guatemala et ses multiples facettes. Parallèlement, le reste de l'exposition sera présentée du 12 au 16 mars au Cégep Montmorency à Laval. L'exposition sera aussi présentée au Cégep de Drummondville dans la grande bibliothèque du 5 au 16 avril, puis au café Touski (2361 Ontario E. à Montréal) du 17 au 30 avril. Elle décorera par la suite les murs du café l'Apothicaire, 1106 rue Beaubien Est durant les mois de juillet-août.

Ont participé à cette revue

Rédaction

CAIG, Annie Pelletier, Nelly Marcoux,
Anaïs Lagacé

Traduction

Annie Lapalme, José Ricardo Paredes Davila,
Nathalie Brière

Sélection des nouvelles

Julie Roy

Correction, révision

Catherine Dutil, Yannick Lacoste
Marie-Andrée L'Espérance, Nathalie Brière,
Alissa Lauriault

Mise en page

Alissa Lauriault



Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Don. Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de _____ \$

Cotisation annuelle. Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (20\$ ou plus) _____ \$
- membre bénévole (10\$ ou plus) _____ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
 - Comité de la revue d'actualité Soutien à la coordination
 - Comité des actions urgentes Financement
 - Éducation et sensibilisation
- membre institutionnel (30\$ et plus) _____ \$ (pour les associations et les institutions)

Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice

Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du _____ au _____

Prénom, nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél : (____) _____ Courriel : _____

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villeray, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1